

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 63 Mars 2009

Faut-il relancer massivement la consommation ? Non !

« Face à la détérioration rapide de la situation économique, face à l'envolée du chômage et à la menace de troubles sociaux qui en découlent, les dirigeants des grands pays industrialisés prennent peur. Les économistes sont de plus en plus nombreux à penser que le salut de l'économie mondiale passe par une relance massive de la consommation. L'influent éditorialiste du *Financial Times* Martin Wolf recommande de « tout faire pour inverser l'effondrement actuel de la demande plutôt que de s'attacher à réformer l'architecture mondiale », et d'y consacrer des moyens écrasants. » (*Le Monde*, 14 février).

Bref, tout changer (ou plutôt faire semblant de tout changer), pour que rien ne change. Tout faire, pour que tout redevienne comme avant. Qu'on puisse exploiter sans limite, gaspiller sans vergogne. Et foncer dans le mur. Comme avant.

« Imaginez ce qui serait arrivé si le produit intérieur brut de la Chine avait continué à croître de 10 % l'an, celui des Etats-Unis de 5 % celui de l'Europe de 2,5%. Les émissions de gaz à effet de serre auraient rapidement atteint le seuil faisant basculer dans l'irréparable le changement climatique ; l'effondrement de la biodiversité se serait accéléré, précipitant la société humaine dans un chaos indescriptible. En stoppant cette croissance folle du PIB mondial, la crise économique permet d'atténuer les assauts de l'humanité sur la biosphère, de gagner du temps et de réfléchir à notre réorientation ». (*Hervé Kempf, Le Monde*, 15-16 février).

Le libéralisme économique nous a conduit à une crise écologique et à une crise sociale sans précédent. **Le moment est venu de reconstruire sur de nouvelles bases.** « Pour améliorer les conditions de vie de la majorité des Français en réduisant fortement leur empreinte écologique, pour éradiquer la pauvreté dans un monde durable, les ressources existent, sans exigence de croissance. Il faut « juste » les distribuer autrement. Les 0,15 % les plus riches du monde détiennent à eux seuls un patrimoine de 40 000 milliards de dollars. Un ISF mondial modeste au taux français rapporterait 600 milliards par an. C'est plus qu'il n'en faut pour atteindre à la fois les objectifs du millénaire adoptés aux Nations unies et l'objectif de division par deux des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2050. » (*Jean Gadrey, Politis*, 19 février).

Repenser l'activité économique, la subordonner à l'écologie, cela veut dire, par exemple :

- réduire les gaspillages d'énergie et de matières premières (la prime à la casse de l'automobile est une double absurdité) ;
- relocaliser l'économie (réduire les transports de marchandises, consommateurs de ressources fossiles et émetteurs de gaz à effet de serre) ;
- isoler les logements pour économiser l'énergie (le prêt à taux zéro –encouragement à l'endettement, toujours la même recette – ne suffit pas à faire une politique).

Nous disposons de quantité de ressources, de bonnes volontés, inemployées : toutes les personnes qui demandent un emploi (et parmi elles combien de jeunes) ; qui sont contraintes à un travail à temps partiel ; et combien de retraités disponibles pour des activités bénévoles, que faute de projet on laisse dans leur isolement ?

Il est urgent de revenir sur les dispositions qui encouragent les heures supplémentaires au détriment des embauches. Il est nécessaire de remettre en chantier la réduction du temps de travail.

Les besoins sont immenses, dans les domaines de l'éducation, de la santé, des transports en commun, du maintien à domicile des personnes âgées, de la récupération, du recyclage des objets, de la vie culturelle... Il faudrait les recenser, commune par commune, et créer des emplois aidés pour y faire face.

Mais comment financer ces programmes ?

« En France, les réductions d'impôts directs décidés depuis 2000 en faveur des plus riches représentent un manque à gagner de 30 milliards d'euros par an pour les finances publiques, bien au-delà du seul « paquet cadeau » fiscal de Sarkozy en 2007. Si l'on y ajoute les réductions de cotisations sociales patronales décidées depuis 1992, dont au moins la moitié sont inefficaces en termes d'emploi, cela fait plus de 50 milliards par an ! » (*Jean Gadrey, Politis*, 19 février).

Et il est urgent de revenir (à l'occasion des prochaines élections européennes ?) sur l'aberration par laquelle les Français, et les Européens, se sont privés du pouvoir régalién de création de monnaie) [voir l'ouvrage « la dette publique, une affaire rentable », d'A-J holbecq et Ph Derudder]. C'est à cause de ces décisions catastrophiques que nous avons à supporter une dette publique (à des créanciers privés) de plus en plus écrasante. « Il est aujourd'hui paradoxal de constater que lorsque, pendant des siècles, l'ancien Régime avait préservé jalousement le droit de l'Etat de battre monnaie et le privilège exclusif d'en garder le bénéfice, la République démocratique a abandonné pour une grande part ce droit et ce privilège à des intérêts privés » (*Maurice Allais*).

Facile, tout cela ? Non. Mais, pour reprendre le propos d'Hervé Kempf , **plus réaliste que de croire possible le retour à l'ordre ancien, celui d'avant 2007.**

Bonnes nouvelles

Mercur : le principe d'un traité international pour en limiter l'utilisation a été adopté par plus de 140 pays. C'est le volontarisme du président Barack Obama qui a été décisif pour faire basculer les négociations. Les centrales thermiques à charbon (nombreuses en Chine, en Inde et en Afrique du Sud), et les mines d'or (en Afrique du Sud) constituent deux des principales sources de pollution au mercure (*Le Monde*, 22-23 février 2009).

Il vaut mieux être SDF en France qu'aux Etats-Unis. Dans son numéro du 21 février, *Le Monde 2* raconte l'histoire ahurissante d'Ann Webb, Américaine venue passer quelques semaines, en Espagne puis en France, qui, n'ayant plus assez d'argent pour son billet de retour, se retrouve, à la suite semble-t-il d'un malentendu dans son ambassade, SDF en France... Remise en contact, par la journaliste qui relate ces faits, avec l'ambassade, elle décide finalement de rester en France : dans son pays, elle aurait perdu son travail, son logement, et se retrouverait SDF. Et elle préfère être SDF en France, où elle a trouvé quelque soutien, qu'aux Etats-Unis ! « Comme quoi, conclut un lecteur du *Monde 2* qui commente cette information, notre système social, si obsolète soit-il, comme certains voudraient bien nous le faire croire, peut encore rassurer une enfant perdue de Cleveland ».

Réchauffement climatique

Les sécheresses en Argentine ou en Chine, et les pluies en Inde vont avoir un impact à la **baisse sur les récoltes de céréales**. En Argentine, la récolte de maïs va être réduite de 26 % à cause de la sécheresse qui sévit dans le centre-ouest du pays. Par ailleurs, le volume de céréales consacré aux agrocarburants a augmenté en un an de 22%, et représente désormais 4,6 % de la production céréalière mondiale. (*Le monde*, 14 février).

En Amazonie, l'accentuation récente des sécheresses a provoqué des baisses massives de la réserve de carbone, du fait notamment de la mortalité des arbres. En 2005, selon les mesures des scientifiques, la sécheresse a diminué de 5 milliards de tonnes la séquestration de carbone par la forêt. L'effet sur l'atmosphère est donc équivalent à l'impact annuel de la déforestation au profit d'activités agricoles dans le monde entier. (*Le Monde*, 8-9 mars)

Justice et mémoire

Premier procès pour le **génocide cambodgien**, survenu de 1975 à 1979, où près de 2 millions de Cambodgiens ont trouvé la mort. Duch dirigeait le centre d'interrogatoire sous torture S-21, où ont transité vers la mort quelque 16 000 prisonniers (*Le Monde*, 18 février).

A l'époque, Henry Kissinger, Secrétaire d'Etat américain, pourtant parfaitement informé, déclarait à ses alliés thaïlandais : « nous pensons que la menace la plus grande pour l'Asie du sud-Est, actuellement, vient du Nord-Vietnam. Notre stratégie, c'est d'amener les Chinois au Laos et au Cambodge, pour faire barrière aux Vietnamiens.(...) **Dites aux Cambodgiens que nous serons leurs amis.** Ce sont des voyous meurtriers, mais cela ne doit pas compter entre nous. Nous sommes prêts à améliorer nos relations avec eux. » (*Le Monde 2*, 28 février).

En **Argentine**, procès du général Olivera Rovere, qui était le bras droit du commandant en chef (décédé en 2005) du Premier corps de l'armée de terre, une des forces de répression les plus redoutables de la dictature (1976-1983). Il était le responsable des principaux centres de détention illégaux et de tortures qui fonctionnaient en plein Buenos Aires (*Le Monde*, 13 février).

Monde

Banques. « Le total des pertes enregistrées par les banques a dépassé, à l'échelon mondial, le total de leurs actifs. Le système est de facto en faillite » (*éditorial du Monde*, 10 mars).

Afghanistan. « Tactiquement, ce pays est un énorme **bourbier** pour les armées étrangères. Géographiquement, c'est un enfer, politiquement, c'est incontrôlable... Comment les Américains peuvent-ils imaginer prendre le contrôle là où ont été humiliées l'armée anglaise au XIXème siècle et l'Armée rouge au XXème ? Ils seront encore dans trente ans dans la même situation qu'aujourd'hui, s'ils ne décident pas de partir, comme nous » (Iouri, un ancien lieutenant soviétique de l'opération afghane, *Le Monde*, 15-16 février)[Et dire que notre président renforce la participation militaire de la France dans ce borbier ...]

Le ministère de la justice américain a annoncé que le régime juridique des prisonniers de **Bagram, un centre de détention** situé à 60 km au nord de la capitale, ne changera pas dans l'immédiat. Les prisonniers n'ont pas le droit de connaître les raisons de leur incarcération, ni l'avenir qui leur est réservé. L'administration américaine a justifié cette absence de toute garantie juridique par le fait que l'Afghanistan, contrairement à la base de Guantanamo, est une « zone de guerre ». Comme à Guantanamo, les prisonniers sont vêtus d'un uniforme orange, pieds entravés par des chaînes. Des témoignages font état de séances de privation de sommeil, le détenu, mains menottées aux barreaux de sa cellule, étant dans l'impossibilité de s'allonger. « Bagram, c'est le pire de ce que j'ai vu », témoigne une militaire américaine. (*Le Monde*, 24 février).

Alimentation. En 2050, la population mondiale devrait atteindre 9,2 milliards d'individus, contre 6,7 aujourd'hui. Pour sortir du piège de besoins alimentaires croissants, le PNUE (Programme des Nations-unies pour l'environnement) privilégie le **recyclage** des millions de tonnes **d'aliments aujourd'hui perdus ou gaspillés**. Au Royaume-Uni, un tiers de

la nourriture achetée n'est pas consommée, et aux Etats-Unis, les pertes observées au niveau de la distribution sont estimées à environ 100 milliards de dollars par an. A titre de comparaison, les besoins du Programme alimentaire mondial, qui vient au secours des populations souffrant de la faim, se sont élevées à 3,5 milliards de dollars en 2008.

Le PNUE plaide pour que la valorisation des « déchets » alimentaires serve à nourrir le bétail, ou soit orientée vers la production d'agrocarburants. (*Le Monde*, 19 février).

Europe

Eclairage. Les lampes à incandescence seront définitivement retirées du marché à partir du 1^{er} septembre. Elles seront remplacées par des ampoules basse consommation, dites fluocompactes. Ou par des diodes électroluminescentes (**LED**) ? Les diodes ont une durée de vie de 50 000 heures (soit 5 fois plus que les ampoules fluocompactes), une bonne aptitude au recyclage et une économie d'énergie de 80 % par rapport aux lampes à incandescence (même performance que les ampoules fluocompactes). Mais leur coût d'achat est 3 fois plus élevé que les ampoules fluocompactes. (*Le Monde*, 3 mars).

Europe centrale. La crise annonce la fin du cycle libéral que l'Europe centrale a connu depuis 1989.

« Les pays d'Europe de l'Est ont adopté le libéralisme après 1989 pour démanteler l'ancien régime totalitaire. Les pays qui ont effectué des réformes libérales rapides ont mieux réussi leur transition que les pays gradualistes, sauf la Slovaquie. Ils ont enregistré pendant plus de dix ans des taux de croissance qui sont le double ou le triple de ceux de l'Europe occidentale. Leur libéralisme n'est donc pas seulement une posture idéologique mais un intérêt bien compris. Pour cela, ils ont joué de leurs avantages comparatifs (salaires et impôts plus bas, flexibilité, etc).

Les libéraux de l'Est sont donc les derniers croyants. Mais ils ne peuvent échapper à la crise et faire du capitalisme dans un seul pays quand le reste du monde est atteint. La Hongrie en faillite doit faire appel au FMI, la Lettonie aussi. » (*Jacques Rupnik*, *Le Monde*, 25 février).

France

Guadeloupe. Historique. Plus de six semaines de grève. Impressionnant de détermination, d'intelligence politique, de joie. Rien ne sera plus comme avant. Les Guadeloupéens ont commencé leur révolution. On lira dans le numéro de mars d'*Angle d'attac92*, sous des signatures prestigieuses, un texte de haute volée, au sujet de ce mouvement. Tout y est abordé. Les causes profondes (ce libéralisme économique qui pèse sur la totalité des peuples). La nécessaire relocalisation de l'économie (autosuffisance énergétique et alimentaire, nous vivre Caribéens). Redonner au travail son sens créateur et sa vertu épanouissante...

Quelques chiffres, repris de *Politis* (19 février) : 1, 6 milliards, chiffre d'affaires du groupe Bernard Hayot, une grande famille béké. 17,8 % de RMistes (contre 3,1 % en métropole). 22,7 % de chômeurs (contre 8,1 % en métropole).

Quelle somme représentent les 200€ d'augmentation salariale mensuelle attribués aux 45 000 salariés de Guadeloupe ? Gérard Labrosse (*dans le courrier du Monde du 21 février*) a fait le calcul : 108 millions d'euros pour une année. A rapprocher, nous dit-il, pour avoir une échelle d'appréciation, des 400 millions d'euros [au moins en partie sur fonds publics... !] qu'une commission ad hoc a décidé de verser, pour cause de préjudice moral (!), à M. **Tapie**... [voir dans « *Sous le Tapie* », de Laurent Mauduit, comment Sarkozy a récompensé ainsi l'un de ses soutiens...].

La Réunion. Après la Guadeloupe et la Martinique, la Réunion s'engage à son tour dans un puissant mouvement social. Un point commun à tous les DOM, c'est la dépendance économique. « A la Réunion, la part des importations d'Europe (70 %) n'a pas changé depuis 1956 ! On importe fruits et légumes, on sert dans les cantines poires, pommes dans des îles où poussent mangues, litchis et ananas ... » (*Françoise Vergès*, *Politis*, 26 février).

« Le futur président de la République avait inscrit dans son programme l'équité entre tous les territoires de la République », rappelle le délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer. (*Le Monde* 2, 28 février) [Il est donc maintenant au pied du mur, le président...].

Logement. Sur 425 000 logements édifiés en 2007, 325 000, soit 76 %, ont été équipés de chauffage électrique (*Le Monde*, 18 février). [Aberration écologique ! Incurie du gouvernement].

Police. Comment s'y prendre pour faire grimper le taux des délits constatés et élucidés à 40 %, quand on vous en donne l'ordre ? En se concentrant sur les plus petites infractions qui, sans exiger d'enquête, remplissent d'un coup plusieurs colonnes de « résultats » en même temps : la prostituée que l'on arrête au bois de Boulogne pour aller faire un petit tour au commissariat, c'est à la fois une infraction constatée, une garde à vue et un fait élucidé. Combien de temps, d'énergie et de troupes aurait-il fallu pour éventuellement arrêter un voleur ou un meurtrier... pour un même « résultat » statistique ? pas rentable ! Les prostituées, tagueurs ou petits fumeurs de shit sur la voie publique n'ont qu'à bien se tenir ! (*Le Monde Télévisions*, 20 février, à propos d'une émission de Patricia Tourancheau et Frank Guérin sur Canal +).

La fin des anchois ? Les marins du golfe de Gascogne ont vu disparaître leur ressource principale, victime de la surpêche. Alors que le stock moyen s'élève à 80 000 tonnes, en 2004, il a chuté à 35 000 tonnes, puis à 15 000 en 2005 : la pêche à l'anchois du golfe de Gascogne a alors été fermée. Scientifiques et pêcheurs tablaient sur une amélioration en 2008 et une

réouverture de la pêche en décembre. Mais le niveau reste trop bas, à la grande désolation des pêcheurs de La Turballe ou de Saint-Gilles-Croix-de-Vie.

Les autres exemples d'effondrement –le cabillaud au Canada, l'anchois au Pérou, la sardine en Californie ou en Namibie– n'incitent pas à l'optimisme dans le meilleur des cas, les espèces concernées ont mis des décennies à recoloniser leur ancien territoire (*Le Monde*, 5 mars).

La grande misère du monde paysan. Il y a cinq ans déjà, une étude du Credoc constatait que dans 40 % des exploitations agricoles le revenu ne permettait pas de dégager une rémunération supérieure au Smic pour le chef d'exploitation ni pour ses aides familiaux non salariés. Si beaucoup s'acharnent à maintenir leur activité, c'est qu'elle leur procure deux avantages de survie : l'autoconsommation, pratiquée par plus de 80 % d'entre eux, et la jouissance d'un logement dont beaucoup sont propriétaires.

« L'agriculture vit sous un modèle libéral dirigé par l'agroindustrie, qui écrase les plus faibles en les décourageant pour qu'ils renoncent à leurs terres et à l'espoir. La politique qui s'affiche au Salon est conçue et s'exécute en faveur de quelques multinationales qui ne se préoccupent ni de la qualité de l'alimentation, ni de la santé des consommateurs, ni du pouvoir d'achat ou du destin des paysans. Il est facile de le constater, l'exemple est récent, sur la question du lait : des prix sans cesse revus à la baisse sans le moindre égard pour les éleveurs, qui n'ont plus leur mot à dire face à des coopératives qui deviennent des entreprises à la recherche de profits. » (*José Bové, dossier agriculture à lire dans Politis, 19 février*).

Infirmières bulgares : le prix à payer. On se souvient qu'en juillet 2007, notre Zorro national avait délivré les infirmières bulgares, injustement détenues chez le tortionnaire Kadhafi (*CMM, septembre 2007*). Sans contrepartie, avait assuré celui qui porte le titre de « ministre » des affaires étrangères, malgré quelques « coïncidences » troublantes relevées à l'époque. Voilà maintenant qu'on apprend que la France accorde une exonération d'impôts aux avoires du Qatar. Plusieurs opérations immobilières d'envergure ont été menées récemment à Paris par les investisseurs qataris : l'hôtel d'Evreux (une des plus belles propriétés de la place Vendôme), l'hôtel Lambert, sur l'île Saint-Louis, et le centre de conférences internationales de l'avenue Kléber. Marie-Louise Fort (UMP), rapporteur à l'assemblée nationale, rappelle que « le Qatar a joué un rôle discret, mais sans doute décisif, dans les négociations qui ont conduit à la libération des infirmières bulgares »... (*Le Monde*, 22-23 février).

Devinettes : « C'est un nul. D'ailleurs, c'est parce que c'est un nul qu'on l'a placé là ».

1. Quel est l'auteur de ce jugement ? 2. De qui parle-t-il ? (Réponses à la fin de ce numéro)

Fiançailles. « Au milieu du dîner, le président de la République annonça leurs fiançailles à celle qui venait de lui être présentée (« tu verras, nous ferons mieux que Marilyn et Kennedy »), après lui avoir chuchoté à l'oreille : « Carla, es-tu cap' à cet instant, devant tout le monde, de m'embrasser sur la bouche ? » (*Jacques Séguéla, qui avait organisé la rencontre, révèle cet épisode dans son « Autobiographie non autorisée », publiée chez Plon. Anecdote, reprise par Robert Solé, Le Monde, 24 février*).

Montrouge.

ATTAC 92 a le plaisir de vous inviter à une réunion publique, gratuite et conviviale, le jeudi 2 avril, à 20h30, à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge (salle de réunion 15), sur le thème « **Immigration, sans-papiers** », avec Gilles Lemaire (ATTAC).

Courrier des lecteurs

Je reprend ci-après un échange entre deux lecteurs –non de CMM, mais d'une note de lecture- parce qu'il me paraît poser une question susceptible d'intéresser, et de faire réagir d'autres lecteurs.

MM. pourquoi un enseigné supérieur devrait-il mieux vivre qu'un ouvrier ?"

XXX : Cette interrogation soulève beaucoup de questions de fond. Que veut dire "mieux vivre" ?

- Je ne pense pas qu'un col blanc (qui peut être fainéant et crétin, il ne faut pas confondre intelligence, éducation, et élévation morale) doive être mieux payé qu'un col bleu, surtout si ce dernier est habile ou accompli des travaux pénibles ou dangereux.

- Un enseigné supérieur est bien payé dans le monde libéral s'il n'est pas en concurrence, sinon il est chômage.

- On maltraite les médecins généralistes (qui ne font pas 35h) et les enseignants (qui ont pourtant une responsabilité énorme). Il n'y a une prime ni pour la compétence, ni pour le niveau de responsabilité. Seul l'habileté à faire du fric compte, ce qui revient à dire quasiment : habileté à voler.

- Ceci dit, je pense qu'on vit mieux (plus agréablement) avec une culture que sans (je vais me faire traiter d'élitiste, mais j'assume).

Réponses aux devinettes. 1. le chef de l'Etat. **2.** Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer.

[Ceci illustre bien la considération qu'a le chef de l'Etat pour les DOM. S'il pouvait les larguer, il le ferait sans hésiter].

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.